

L'ECONOMIE DE MARCHÉ PEUT ELLE VOLER AU SECOURS DES
PAUVRES ?

Pr . M.C. AINOUCHE

Faculté des Sciences Economiques et de Droit
Université Abderrahmane Mira de Béjaïa.

RESUME :

La problématique de la pauvreté et de l'exclusion sociale a été remise au goût du jour par les instances de l'ONU pour rappeler aux gouvernements la nécessité d'accentuer leurs efforts en direction des populations les plus fragiles pour avoir un plus large accès aux différents services sociaux. Inscrite à l'approche du troisième millénaire, l'action est connue aujourd'hui sous le générique évocateur des « Objectifs du Millénaire ».

*Cet article tente, à travers la formulation de huit questions, de comprendre et aussi de faire comprendre que la question de la pauvreté pose en réalité celle du **partage inégal** des fruits de la croissance mondiale.*

ملخص

إن مشكلة الفقر والاستبعاد الاجتماعي قد تم استكمالها من قبل المؤسسات التابعة للأمم المتحدة لتذكير الحكومات بالحاجة إلى تعزيز جهودها الرامية إلى أكثر عرضة لزيادة فرص الوصول إلى مختلف الخدمات الاجتماعية خاصة ونحن على أعتاب الألفية الثالثة، هو عمل ما نعرفه اليوم من عام مذكر "أهداف الألفية".

هذا المقال يحاول، من خلال صياغة الأسئلة الثمانية، وكذلك لفهم وتفهم أن قضية الفقر في الواقع، تشكل عدم المساواة في تقاسم ثمار النمو العالمي.

Introduction

*C'est au tout début de la décennie 1990 que la problématique de la pauvreté et de l'exclusion sociale a été remise au goût du jour par les instances de l'ONU et des autres organismes internationaux « associés » (comme la Banque Mondiale, par exemple), pour mieux signifier aux gouvernants de tous les pays et en particulier à ceux des pays en développement, qu'ils ne font pas suffisamment d'efforts pour permettre à leurs populations d'avoir un plus large accès aux différents services sociaux comme l'accès à l'éducation, l'accès aux soins, l'accès à l'eau, l'accès au logement etc. Pour tenter de remédier à cette situation, profitant de l'avènement proche du troisième millénaire, il a été élaboré un plan d'action pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale sous toutes ses formes et manifestations. Ces recommandations sont, aujourd'hui connues sous le titre évocateur : des « **Objectifs du Millénaire** ».*

*Les objectifs du millénaire s'imposent ainsi, en principe, à tous les Etats « invités » et plus particulièrement les pays de l'hémisphère Sud (pour reprendre l'expression consacrée des années 1970) qui accusent des retards flagrants dans la prise en charge effective des populations dans les domaines du développement humain ! Cette importante question de l'amélioration des conditions sociales est devenue aujourd'hui, à travers les recommandations des instances internationales le **minimum** en termes d'objectifs sociaux à atteindre à atteindre par tous les Etats d'ici 2020. C'est plus particulièrement à cette problématique de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale que notre pays est invité, à l'instar de tous les autres pays de la communauté internationale, à consentir plus d'efforts pour réaliser cet objectif stratégique du Millénaire. Mais :*

I/ TOUT A-T-IL ETE DIT SUR LA PERSISTANCE DE LA PAUVRETE DANS LE MONDE AUJOURD'HUI ?

Depuis quelques mois l'épineux et récurrent problème de **la pauvreté** occupe de nouveau le devant de la scène mondiale à la faveur du double phénomène de la montée d'un pétrole **spéculatif** « cher » et des prix également chers des **produits alimentaires de base**. L'effet d'entraînement à la hausse des prix du pétrole brut sur les prix des céréales toutes natures confondues (et par ricochet, de tous les produits alimentaires dérivés) donne à la pauvreté **dans le monde d'aujourd'hui**, cet aspect bien particulier où, de l'avis de tous les experts, la production alimentaire mondiale est bien **abondante**, (mais) peine à parvenir « à destination » de ceux qui manquent de nourriture. Le dernier rapport de la Banque Mondiale au titre « parlant », comme on peut le constater « **Flambée des prix alimentaires et des carburants : écarter les menaces sur les générations futures** » confirme et annonce que **44 millions** d'êtres humains, risquent de faire « les frais » de la crise provoquée par le mouvement **combiné à la hausse** des prix des produits alimentaires de base et des prix des produits énergétiques Ces **Quarante quatre millions** de nouveaux pauvres **millésimés 2008**, sujets statistiques des instances de la banque mondiale vont ainsi grossir, annonce ce rapport, les rangs déjà compacts des victimes d'un système économique **lui-même mondial**, qui a toujours fait en réalité, la part belle aux pays riches, pour atteindre **967 millions** avoisinant allégrement le sixième de la population Mondiale. Ce Milliard de laissés pour compte sont en réalité les victimes de la « mondialisation-libéralisation sans

parachute » puisque cette situation de pauvreté extrême qui caractérise l'ensemble des économies des pays du Tiers – Monde n'est pas nouvelle : elle est cyclique, comme «le capitalisme qui ne retient, pas étant un mauvais élève les leçons de l'Histoire » surtout depuis le début de l'ère fatidique du « rééchelonnement - ajustement- structurel ». L'explication de cette situation pour le moins ubuesque, est en effet à rechercher selon les avis divergents de certaines voies autorisées:

a- tantôt à cause du **développement durable** (problématique des énergies renouvelables et moins polluantes, produites essentiellement par les pays de l'hémisphère Nord à partir des **surplus** de production (des céréales)

b- tantôt à cause des « exigences des institutions mondiales de **régulation** du commerce international, **l'OMC**, en l'occurrence, avec sa politique des **quotas** qui a « piégé » la production dans le domaine des produits agricoles de première nécessité.

Dans les deux cas, ce sont **les objectifs du millénaire** qui semblent d'ores et déjà sérieusement compromis.

II/ A QUOI ONT SERVI LES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS DURANT LES DEUX DERNIERES DECENNIES DU 20EME SIECLE ?

Les dérèglements **actuels** trouvent également (et peut - être surtout) une explication du coté des « **anciennes** » recommandations (et apparemment toujours d'actualité) des experts des deux Institutions de Bretton Woods, lesquelles n'eurent de cesse pendant les deux dernières décennies du 20^{ème} siècle, **d'insister** auprès des pays en développement pour abandonner l'agriculture **vivrière** à laquelle ils s'adonnaient pour survivre, au profit des **cultures spéculatives** et/ou des projets de manufacture à travers la création des petites entreprises supposées créatrices d'emplois et donc mieux à même de lutter contre le chômage, parfois endémique, dans les pays pauvres. Or les pays pauvres du Sud, compte tenu de l'absence de moyens pour construire une industrie réellement performante et créatrice d'emplois, en nombre et en qualité, ne disposent pratiquement que de l'activité agricole vivrière à la fois pour faire vivre les populations et pour générer des emplois et lutter ainsi contre le chômage tout en espérant générer éventuellement des **devises fortes** pour, au moins à long, terme financer l'auto-développement (pensé et voulu par les populations elles mêmes) et aussi pourquoi pas, entamer à terme le **remboursement** des dettes contractées à l'extérieur , auprès du **club de Paris** pour les dettes publiques et

auprès du **club de Londres** pour les dettes privées. En tout état de cause, même si, malgré toutes les difficultés, des individus se hasardent à investir dans les pays du Sud, en Afrique et hors de l'Afrique, dans la création de PME par exemple, les promoteurs de ces petites unités se heurtent souvent, pour certains d'entre eux, via la corruption, à des « cartels internationaux » puissants qui entendent contrôler seuls certains secteurs d'activités fortement lucratifs : le cas du poulet de chair est typique des **écueils** que rencontrent dans les pays en développement, les petits investisseurs locaux et ce, à travers l'ensemble des pays de l'Hémisphère sud. D'autre part, les recommandations du tandem BM - FMI devaient théoriquement, leur permettre de résorber **les retards** accumulés dans pratiquement tous les domaines du développement humain : Services sociaux rudimentaires, couverture sanitaire inexistante par endroits et insuffisante lorsqu'elle existe etc. Il en est de même pour le secteur de l'éducation ! Force est de constater que certains pays du Sud se débattent encore et toujours dans des problèmes de **développement humain** pendant que d'autres sont en proie à des **conflits armés** qui ne leur laissent aucune chance pour « s'en sortir à terme » tant que subsistent, des problèmes, souvent, fomentés à dessein par des « parties » intéressées. Parmi ces problèmes qui pour le moins retardent le décollage économique, on peut retenir les éléments ci après :

- 1/ Conflits politico- armés intra et extra muros,
- 2/ Territoires et frontières
- 3/ Démocratie à géométrie variable
- 4/ Problème de leadership
- 5/ Accès aux services sociaux,
- 6/ Accès à l'eau potable
- 7/ Accès aux soins,
- 8 / Droit à l'éducation-formation
- 9/ Droit à un logement décent
- 10/ Droit au respect de la dignité de la personne etc.

III/ Pourquoi la pauvreté persiste t'elle toujours dans la majorité des pays « du Sud » ?

La pauvreté persiste et persistera parce que le développement autant que le bien être exigent impérativement la **paix** et la **stabilité socio politique** pour créer de **l'emploi**, seul à même de réduire les fractures sociales au sein de tous les pays. Mais le constat est tel que la

L'économie de marché peut elle voler au secours des pauvres ? Pr .M.C. AINOUCHE
communauté internationale à travers les instances de l'ONU et d'autres canaux de l'aide internationale aux pays en développement se retrouvent le plus souvent, contraints de « reprendre à zéro » des **actions** déjà recommandées à d'autres occasions avec les mêmes buts inachevés, compte tenu d'un environnement social et politique toujours instables ne permettant ni aux gouvernements ni aux ONG caritatives à supposer que celles-ci n'ont pas d'autres objectifs que « l'humanitaire déclaré », de mener à bien les « aides » programmées. Le résultat au bout du compte est que la misère sociale, génératrice de conflits politiques et armés, perdure encore et toujours, sans amélioration notable, malgré l'indépendance acquise, pour certains d'entre eux, depuis plus d'un demi siècle. Si bien que d'aucuns seraient presque tentés à penser qu'il y a là comme un éternel recommencement « voulu et entretenu ». A l'inverse, des pays européens, comme l'Espagne et le Portugal, qui ont vécu jusqu'au milieu des années 1970, pendant et après la seconde Guerre Mondiale, les périodes difficiles du **fascisme** de Franco pour le premier et de Salazar pour le second, ont pu, en relativement, peu de temps retrouver « la cour » des grands pays développés, aidés en cela il est vrai, par la perspective d'intégrer l'Union Européenne via le respect des règles édictées par le traité de Maastricht en 1992. D'autres pays comme le Brésil la Russie l'Inde la Chine, la Corée du Sud ont su et pu profiter de la mondialisation, contrairement à d'autres que l'expérience libérale de ces deux dernières décennies n'a pas inspirés outre mesure. Depuis la fin de la décennie 1980, les pays en développement sont conviés, pour cause de **développement durable**, à l'instar de toute la communauté internationale, à intégrer un nouveau cadre de coopération internationale matérialisé par le contenu du rapport **Brundtland** (1987) lequel a défini le développement durable comme « **un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs** ».

Les résolutions de la commission mondiale sur l'environnement et le développement (**CMED**), en particulier les sept points contenus dans ce rapport s'imposent de fait, aujourd'hui encore, au monde entier comme une charte de comportement à concrétiser « obligatoirement » par tous

les pays appelés, à œuvrer désormais dans le cadre du respect de la définition du développement durable. Riches ou pauvres les pays de la communauté internationale sont conviés à coopérer pour répondre à ces nouvelles exigences, y compris dans les régions où la pauvreté est telle que les habitants ont tendance à confondre la boîte de pharmacie de « l'humanitaire » qui vient les aider avec le dispensaire qu'ils rêvent en vain d'avoir un jour dans leur localité ! Comment dans ces conditions concrétiser l'idée d'un développement **présent** capable de répondre en même temps aux besoins des générations **futures**, dans un monde où les écarts de revenus sont (disons le crûment), en réalité, le résultat d'une surexploitation séculaire et éhontée, d'un monde coupé en deux dans lequel une moitié s'enrichit depuis pratiquement le 16^{ème} Siècle au moins, au détriment de l'autre. A méditer donc, ces résolutions qui vingt ans après, n'ont donné de résultats tangibles aux plans socio - économiques que dans une seule moitié du globe, toujours la même à quelques « dragons » près!

- 1/ la reprise de la croissance et la lutte contre la pauvreté
- 2/ la modification de la **qualité** de la croissance pour préserver le capital écologique, améliorer et réduire la vulnérabilité aux crises économiques
- 3 / la satisfaction des besoins essentiels et des aspirations de l'Homme
- 4 / Maîtrise de la démographie
- 5 / Préservation et mise en valeur de la base des ressources
- 6 / Réorientation des techniques et maîtrises des risques
- 7/ Changement institutionnels : nécessité d'intégration de l'économie et de l'environnement dans la prise de décision

IV/ Quel constat pour les politiques économiques préconisées antérieurement à la CMED ?

La recommandation de tels objectifs implique une coopération internationale « humaine », sans faille, doublée d'une volonté **sincère**, politiquement et financièrement « appuyée », tant l'objectif de sa réalisation au bénéfice de l'Humanité est **noble**. Malheureusement, le

Monde d'aujourd'hui est ainsi fait qu'il est encore dominé par un esprit de **compétitivité** souvent malsaine qui pousse les personnes autant que les Etats à agir parfois, à la limite des lois et des convenances dans ce que l'on pourrait appeler sans risques de se tromper, « **l'accaparement sans droit ni scrupules** » de ce qui appartient en réalité à l'autre. Tant que cet égoïsme subsistera, non seulement entre les individus mais aussi et surtout entre les Etats, les Grands desseins élaborés pour éradiquer **la pauvreté** et celui de respecter les **éco systèmes** ne se réaliseront pas. En premier lieu en effet, il ne faut pas confondre **la pauvreté** comme résultat d'un processus économique continu de **production – répartition** inéquitable parce qu'il secrète **l'exclusion sociale** locale et mondiale avec la **charité** qui doit être nécessairement être **circonstancielle** tant pour les cas isolés, (l'incapacité momentanée, liée par exemple à une maladie), lesquels sont obligatoirement pris en charge, par les budgets publics à travers les mécanismes de couverture sociale obligatoires prévus à cet effet **ouverts à tous** quelque soit le demandeur de soins ; mais aussi dans le cas d'une catastrophe naturelle d'envergure prise en charge également normalement dans cadre le plus approprié des plans ORSEC définis et gérés par la puissance publique. La lutte contre la pauvreté quant à elle, est ou devrait être, **l'objectif majeur** de la politique économique de tout Etat qui a en ce sens et en permanence, le souci de l'amélioration du niveau de vie des citoyens dans le cadre d'un partage non pas « **égalitariste** » des fruits de la croissance mais tout simplement d'un partage **équitable**.

C'est en effet, de **l'équité** de cette opération **de partage** des fruits de la croissance via l'activité économique des individus que dépend autant la **stabilité politico-sociale** que le **bien-être économique** de tout pays à travers le monde et à travers l'Histoire du Monde. La restauration de la stabilité ne peut être durablement obtenue que par le biais de cet unique « chemin » du partage équitable. De même, les Etats veillent constamment à l'amélioration des performances économiques en développant des activités de **production de biens et services** susceptibles d'être compétitifs « à l'international » comme disent les spécialistes du marketing : la production manufacturée **localement**

intégrée est la clé de la réussite économique d'un pays et donc de sa stabilité. La pauvreté étant le résultat d'un « partage inégal » conquis « par la force » ou par « la proximité des centres de décision » est forcément dangereuse **à terme**, pour la stabilité des sociétés. Elle est vouée tôt ou tard, à être contre productive pour les uns car elle heurte la **dignité** des autres !

Les pauvres au siècle de la robotique, du numérique de l'intelligence artificielle, de l'intelligence économique, ne sauraient se contenter d'une petite pièce (même) de 1 dollar pour assouvir leur soif de **justice** et d'**équité** dans un Monde qui prône à tout vat la liberté, la démocratie et les droits de l'Homme.

Il est facile en effet, aujourd'hui de constater que les politiques économiques menées par les pays en développement dans le cadre du **rééchelonnement** des dettes accumulées depuis leur indépendance, managé, au début des années 1980, par les institutions de **Bretton Woods** n'ont pas encore répondu à toutes les attentes des pays sous développés. Compte tenu de l'impuissance **avérée** des organismes onusiens à faire face à l'égoïsme des Etats riches de l'hémisphère Nord de la planète, notamment ceux qui squattent à **seulement cinq**, un droit de veto qui ne devrait pas s'auto - octroyer selon la puissance de la tirelire, mal accumulée durant des siècles au détriment d'autres communautés aujourd'hui disparues ou en voie de disparition de par l'alcool, la carabine ou le virus de l'AIDS. Il faut pourtant, espérer que le monde pourrait fonctionner un jour selon une autre **éthique** qui permettra à tous les peuples de jouir et de commercer selon les lois du marché sans contrainte aucune ni de l'OMC, ni de la BM, ni de tout autre organisme qui empêcherait le marché de s'autoréguler ! Certains pays comme **Haïti**, indépendant historiquement depuis **1802** figurent encore aujourd'hui parmi les pays **les plus démunis** du monde tandis qu'un pays comme l'**Espagne** par exemple, à peine sorti de l'étau du fascisme franquiste qu'elle entame une ascension fulgurante pour figurer aujourd'hui parmi le cercle des pays qui comptent dans le Monde. L'aide internationale **intéressée** ou **politiquement conditionnée** qui empêche

les pays les plus faibles de s'organiser comme bon leur semblent à **l'intérieur de leurs frontières** selon leur, leurs traditions reconnues, leur histoire, leur culture ou leur religion n'est plus de l'aide mais **une pression**. De quelle **éthique** peut se prévaloir en effet celui qui menace plus faible que soi de supprimer l'aide économique pourtant garantie ? De quelle éthique pourrait prévaloir celui qui exerce un tel chantage ? L'aide demeurera acceptable tant que le donateur n'est intéressé qu'à la satisfaction qu'il tire du plaisir ou du devoir d'avoir **aidé**, sans contre partie d'aucune sorte : **la morale** doit forcément accompagner l'acte de donner. Autrement ce serait une opération **commerciale** où celui qui a acheté n'en a pas eu pour son argent. Pour le droit ce serait une **injustice** qui demande réparation. Aussi bien, pour être acceptée, **l'aide** doit, comme la transaction, respecter **la morale, l'équité et la justice !** Un quart de siècle après avoir imposé leurs politiques aux pays qui se sont endettés (en espérant se développer), les résultats de **la « restructuration – mondialisation »** de l'économie version **« Bretton Woods »**, (politiquement portée par le couple ultra -libéral, **Reagan – Tatcher**, sensée assurer la prospérité à « tout le monde » via le modèle économique de l' « American Way of Life », la **pauvreté** est toujours là, plus présente que jamais, sur les cinq continents. Même si, on le sait, elle touche plus cruellement les pays de l'Hémisphère Sud où la sécurité alimentaire (facteur essentiel de la stabilité sociale) semble bien compromise aujourd'hui plus qu'hier !

V/ LA PAUVRETE EST ELLE EXCLUSIVEMENT UN PROBLEME DE DISPONIBILITE DE NOURRITURE ?

Bien que dans l'absolu, on ne saurait qualifier à l'identique, la pauvreté parfois **endémique**, qui sévit dans certains pays du Sud, (l'UNICEF vient ainsi d'avertir qu'en raison à la fois des conflits armés, de la sécheresse et de la hausse des prix des produits alimentaires de base, ce ne sont pas moins **de trois millions d'enfants** qui seraient en danger de mort ou de graves maladies, dans la seule région de la corne de l'Afrique), avec les **« poches » de pauvreté** visibles dans tous les pays du monde, y compris les plus aisés de l'hémisphère Nord, il ne fait

aucun doute que la pauvreté a progressé de façon **alarmante** depuis la chute du « **Mur de Berlin** », vrai symbole pourtant de la « victoire » de la doctrine capitaliste **ultralibérale** au détriment des systèmes de production collectivistes, dérivés de la révolution bolchévique, léniniste de 1917 ! Or la problématique de la pauvreté paraît aujourd'hui avoir changé autant de nature que d'ampleur. Elle devient par conséquent de plus en plus menaçante pour **la stabilité mondiale**. D'autant que les récents développements apparus sur la scène économique et financière mondiales à travers la crise des « **subprimes** » (titrisation induite des crédits hypothécaires dans l'immobilier « grand public ») a mis à nu l'incurie des manipulations financières pour le moins imprudentes à des fins spéculatives qui mettent sérieusement en péril aujourd'hui comme hier en 1929, la paix dans le Monde. Le krach financier d'aujourd'hui traduit en même temps les limites d'une croissance économique basée sur **l'endettement des ménages** soutenue par une spéculation financière quasiment sans contrôle ! La crise des marchés financiers américains qui s'est propagée par un « effet dominos classique » à travers les grandes places financières « qui comptent » dans le monde, provoque la baisse de la croissance mondiale **via** la contamination de l'économie réelle confirmant encore une fois le lien de cause à effet devenu classique, entre la spéculation boursière et la récession de l'économie réelle. De fait dès les premières informations sur la crise financière les experts du FMI prédisaient déjà le ralentissement de la croissance **mondiale** à hauteur 4% **pour 2008** (et peut être même en deçà si la crise financière persistait dans le temps comme c'est probablement le cas au vu de la panique qui s'emparée des entreprises à l'échelle mondiale. Pour 2009, la prévision est déjà revue à la baisse ne dépassant pas 3,7%, susurre t'on dans les milieux avisés et ce, à supposer que les dégâts puissent être effectivement contenus rapidement par exemple par le « plan PAULSON » doté de 750 Milliards de dollars américain, et tous les autres plans élaborés dans son sillage par d'autres pays boursicoteurs cupides ou imprudents. Mais cela ne paraît pas aussi évident, étant donné les réticences pas forcément morales, des uns et des autres (acteurs privés) de la fable à mettre la main à la poche pour réduire les

dégâts de ce tsunami financier mondial. Cela rappelle un peu l'histoire de la petite poule rouge qui se résigne à aller elle-même moudre son grain pour le manger avec ses propres petits ! C'est dire que la crise ne sera pas sans conséquences durables sur la récession mondiale étant donné, le faible taux de croissance de l'économie américaine (**0,8%**) annoncé début Octobre 2008, par le FMI ! Or la consommation américaine est habituellement le moteur traditionnel de croissance mondiale et la récession américaine est déjà là au vu de l'état auquel est réduite l'industrie automobile américaine.

VI/ LA PROSPERITE SERA-T-ELLE AU RENDEZ VOUS DANS LE COURS TERME ?

Tout cela semble indiquer, d'ors et déjà, que la prospérité ne sera pas au rendez vous dans les deux ou trois prochaines années puisque les agents économiques ne pourront pas compter sur un crédit facile comme ce fut le cas avant le krach de « Wall Street » ! En tout état de cause, il apparait aujourd'hui que la question n'est pas dans l'adoption d'un nouveau mode de production idéologique **uniforme et unique** pour tout le monde, comme c'était le cas jusqu'à maintenant. Ce sera sans doute plus simplement dans un consensus autour de la nécessité d'une révision des conceptions de la solidarité humaine autrement dit de la redéfinition du fonctionnement des institutions financières mondiales comme le FMI par exemple. D'autant que l'irruption, à la fin du siècle dernier, de la dimension écologique, dans le champ de l'économie, à travers le développement durable, marque assurément le début d'une ère nouvelle imposée par tous les dangers qui menacent d'extinction selon les spécialistes, la vie sur Terre, à travers notamment le réchauffement climatique et autres désagréments dont la cause est imputable à toutes sortes d'erreurs de jugement, commises par l'Homme dans sa quête du bien-être économique « à tout prix », c'est-à-dire sans égards pour le devenir de la planète. Ces erreurs du passé se répercutent aujourd'hui négativement tant sur la santé de l'Homme que sur la sauvegarde des éco systèmes et de la biodiversité en raison de l'absence de règles plus strictes pour l'exploitation des dons de la nature. Les émissions de gaz à effet de serre « produites » par le modèle économique fondé sur la

compétitivité « à tout prix » ont provoqué toutes sortes de nuisances à la planète. Pourtant, il y avait et il y a certainement aujourd'hui encore, une ou des voies de partage « **sans conflits** » comme l'idée assez séduisante (mais pas assez explorée) de l'économie solidaire et du commerce équitable. Ce sont pourtant ces voies là qu'il faudrait emprunter pour assurer le bien être pour tous au présent et au futur ! Ainsi avec la nécessité de respecter les équilibres **écologiques** pour un environnement plus sain et celui de respecter davantage l'épanouissement des **hommes** sans distinction aucune, dans le cadre du **développement humain**, le premier droit d'un enfant à sa naissance est de **vivre pleinement** sa vie et non plus seulement de survivre « comme il peut » : la vie est un droit comme la santé est un droit et comme l'éducation l'est aussi et ce, quel que soit le pays de naissance de cet enfant.

Le développement durable véritable « charte de coopération mondiale » pose ainsi, un véritable défi à l'intelligence humaine tout en se positionnant pour l'avenir comme **la nouvelle dimension incontournable** de la science économique. Les trois aspects identifiés comme étant les « logiques communes » du développement durable (Economie, Développement humain et Environnement) ne sont pas **sécables** par définition. Il est donc clair que la philosophie de ce que l'on a défini comme étant jusque là, la prospérité, ou le bien être ne pourront trouver leur véritable sens que dans la mesure où **l'équité** est érigée en valeur cardinale de tout comportement humaine au sein de la société. Militer pour le respect de **l'équité** partout à travers « le monde », devenu ce Village planétaire, où, grâce aux technologies du numérique, tout se sait et se découvre en temps réel, donnera son sens à **la prospérité**, dans la **démocratie** bien comprise : c'est-à-dire non imposée de l'extérieur, respectant par tous et au bénéfice de tous les spécificités des cultures des uns et des autres. C'est là que se trouve à notre sens, le chemin, du **bien être futur**. La construction de la démocratie pas forcément parrainée par **l'étranger**, dans le respect des spécificités sensibles de chaque communauté incombe aux générations présentes pour assurer aussi le bien être des générations à venir : Bannir la logique de l'accaparement des richesses appartenant aux autres, sous

couvert de coopération ou d'organisation mondiale du commerce, est la condition pour un partage **équitable**. Ce serait aussi le but ultime de l'Humanité réconciliée avec son intelligence !

VII/ LE DANGER NE DE LA CRISE DES SUBPRIMES SAURA-T-IL CONDUIRE LES HOMMES A LA RAISON ?

Le scandale des « **subprimes** » qui a « éclaté » récemment aux USA déferlant sur les marchés boursiers les plus importants, à travers le monde, quelques semaines à peine, avant la fin du mandat républicain actuel, présage **à coup sûr**, du basculement dans la pauvreté de **millions de gens** si jamais elle venait à perdurer. Compte tenu en effet, de la nature de l'endettement contracté (immobilier) à l'origine de la crise financière les ménages concernés auront, (selon les experts financiers) bien du mal à se désendetter ou à garder leur biens hypothéqués, non seulement aux USA, mais aussi un peu partout dans le monde où la spéculation autour des crédits hypothécaires a été effectuée déclenchant un effet d'entraînement sur les marchés boursiers interconnectés, partout dans le monde développé. L'ampleur des conséquences prévisibles est telle que dès les premiers épanchements de la crise, l'administration républicaine sortante des USA avait envisagé, de mettre à contribution, sans s'encombrer de considérations idéologiques, autant le Trésor américain que la Banque Fédérale (qui a d'ailleurs fait récemment baisser son taux directeur à un niveau proche de 0% à seulement 0,25%) pour tenter de lever la bagatelle **sept cents milliards de dollars**, « afin de sauver » de la faillite les nombreuses banques et sociétés financières, à la gestion pour le moins imprudente (des crédits à la consommation, en particulier sur le marché immobilier. Tandis que les sections financières du FBI ouvraient des enquêtes pour « en savoir plus » sur d'éventuelles fraudes et autres délits d'initiés ! Quant à la pauvreté des pays de l'hémisphère Sud, le Secrétaire Général des Nations Unies a très tôt averti, qu'en raison de l'importance des montants nécessaires à la résorption du désastre, l'aide internationale aux pays pauvres risquait **de diminuer** de façon drastique. Ce qui ne manquera pas d'avoir des

conséquences encore plus désastreuses sur les populations déjà fragilisées par la hausses des prix des biens alimentaires de premières nécessités. Comme quoi les pauvres payent toujours pour les plus riches ! Alors ?

VIII/ L'ECONOMIE DE MARCHÉ PEUT ELLE VOLER AU SECOURS DES PAUVRES D'AUJOURD'HUI ?

Les politiques de **restructuration économique** menées sous la direction des « experts » du **FMI** et de la **BM**, durant les décennies 1980 et 1990, ont eu pour effets, à travers l'application de ce que les économistes avaient appelé « la nouvelle économie de l'offre » prônée vers la fin des années 1970 par les disciples de Milton Friedman et autres Arthur Laffer, ont jeté à la rue des cohortes de chômeurs « **nouvelle armée de réserve** » au bénéfice d'une mondialisation unijambiste, sans garde - fous et aux couleurs exclusives d'un libéralisme « californien new look » des plus débridés. Cette analyse des comportements individuels, empruntée à la théorie néoclassique, est basée sur l'idée simple selon laquelle l'individu, égoïste par nature, « planifie » ses « objectifs de bien être en fonction de son intérêt propre. Aussi bien tous les individus en agissant, pour chacun d'entre eux, en « centre de décision autonome » parviennent au final, à la réalisation de l'optimum social en dehors de toute forme d'immixtion de la puissance publique (confinée dans son rôle naturel d'Etat-gendarme. Formulée ainsi, l'approche utilitariste paraît évidemment peu réaliste. Aussi, des auteurs, comme J. Stuart Mill par exemple, ont tenté (sans la remettre complètement en cause, en cause) de rectifier le raisonnement en signifiant que l'individu n'est pas totalement dépourvu de sentiments altruistes au point de n'agir que par pur égoïsme. L'individu, au contraire, peut avoir des sentiments de solidarité envers ses semblables qui le poussent en réalité à faire preuve de solidarité active envers les autres. Par ailleurs, la thèse **utilitariste** ne postule pas à priori, l'éventualité de l'épuisement ressources planétaires. Au plan théorique en effet, ce n'est qu'avec l'avènement de l'Ecole marginaliste « Walrassienne » qu'est rediscutée la théorie classique du « **welfar**

conomics » pour reconnaître le principe de **la rareté des ressources** : C'est cette rareté des ressources naturelles qui explique **le prix** à payer pour la satisfaction de tout besoin exprimé par le demandeur : **les thèses écologistes** confirment d'ailleurs aujourd'hui la fin des biens libres ou gratuits justifiant ainsi l'idée du **développement durable** et le regain d'intérêt accordé aujourd'hui aux thèses **malthusiennes** ! L'irruption du développement durable dans le champ de l'économie bouleverse totalement l'objet de la théorie économique dans la mesure où :

1/ d'une part, la nécessité de préserver **les écosystèmes** ne permet plus d'exploiter « sans retenue » les ressources naturelles de la planète ;

2/ de même, la dimension sociale du **développement humain** véhiculée dans le générique du développement durable montre que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale devient le véritable objet de la science économique dans la mesure où la rareté des ressources implique un partage **équitable**.

Parler de partage équitable signifie que c'est l'autorité publique qui organise **par la seule force du droit** le bien-être de chacun. C'est ma définition de **l'éthique économique** !